

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2018

Objet n° 16 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vanhalewyn Vincent, Köksal Sadik, Échevins; M. BILGE Mehmet, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, M. De Herde Michel, Échevins; M. Nimal Frederic, Mmes Sihame HADDIOUI, Lorenzino Deborah, M. ERALY Thomas, Mme DE FIERLANT Lorraine, Echevin; MM. Guillaume Bernard, Verzin Georges, Grimberghs Denis, Mme Cécile Cj. Jodogne, MM. Ozkara Emin, Dönmez Ibrahim, El Arnouki Mohamed, Bouhjar Abobakre, Mme Chan Angelina, MM. Bernard Axel, Koyuncu Hasan, Mmes Trachte Barbara, QUERTON Sophie, Sönmez Döne, M. van den Hove Quentin, Mme El Khattabi Fatiha, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu DEGREZ, Mmes Claire GERAETS, Leïla LAHSSAINI, Myriam BOXUS, M. Youssef HAMMOUTI, Mmes Fatima BEN ABOU, Leticia SERE, Decoux Dominique, Lucie PETRE, MM. Abdelhakim EL KARAOUI, Emel DOGANCAN KOTAOGLU, Yusuf YILDIZ, Mohammed ABKOUI, Mmes Naima BELKHATIR, Emel KÖSE, Vanessa LOODTS, Emilie DESMEDT, Nyssens Marie, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Ozkara Emin, El Arnouki Mohamed, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement fixant les redevances sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 8 et 6 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 173, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 20 décembre 2017 votant le règlement qui fixe les redevances sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs;

Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 avril 2016 annulant la disposition du règlement redevance sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents concernant la redevance réclamée de 2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission des jeux de hasard, il convient, à la suite de cet arrêt, d'instaurer un montant correspondant au service rendu ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 41, lequel prévoit que, « Pour pouvoir obtenir une licence de classe C, le demandeur doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction si c'est une personne physique. Si le demandeur est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur doit produire un avis émanant du service public fédéral Finances et attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses dettes fiscales, certaines et non contestées » ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités de demande et à la forme de la licence de classe C et plus particulièrement son article 1^{er}, lequel dispose que la demande de licence de classe C est introduite au moyen du formulaire joint en annexe I dudit arrêté ;

Considérant qu'il ressort du point 5 de l'annexe précitée qu'à la demande de licence de classe C doit être joint l'avis du Bourgmestre de la commune où l'établissement de jeux de hasard est exploité, disposant que toutes les conditions légales sont remplies au niveau de l'exploitation du débit de boissons concerné ; Considérant que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence de classe C dont la période de validité est limitée à 5 ans ;

Considérant que la Commission des jeux de hasard a établi une liste des communes et/ou villes pour lesquelles l'avis du Bourgmestre doit obligatoirement être joint à la demande de licence de classe C et que la commune de Schaerbeek en fait partie ;

Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence de classe C pour les établissements de jeux de hasard de classe III se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;

Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C implique dès lors un travail comparable à celui qui doit être fourni dans le cadre d'une première demande ;

Considérant que la délivrance d'un avis dans le cadre de l'octroi d'une licence de classe C ou d'une demande de renouvellement implique que les services communaux et de police attestent notamment des éléments suivants :

- que l'établissement est bien situé sur le territoire de la commune ;
- que l'établissement jouit ou non d'une bonne réputation ;

- que l'exploitant n'a pas fait l'objet de sanctions administratives, de mesures de polices ou de p-v d'infractions ;
- que l'établissement dispose des autorisations requises en matière d'exploitation de débits de boissons fermentées ou spiritueuses ;
- que l'établissement répond à toutes les conditions légales en termes d'urbanisme, d'environnement, d'hygiène, de sécurité et de nuisances sonores ;
- que l'exploitant jouit de ses droits civils et politiques ou, s'il s'agit d'une personne morale, que son administrateur ou son gérant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion pour tenir un débit de boisson ;
- que l'exploitant est en ordre de paiement en matière de taxes communales relatives aux débits de boissons.

Considérant que le Bourgmestre doit également produire une copie du certificat de bonnes vie et mœurs de la ou des personnes concernées par l'obtention d'une licence de classe C ;

Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard (article 5 §1^{er}, alinéas 2,3 et 5 de la loi du 7 mai 1999) ;

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;

Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique, n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;

Considérant qu'une redevance de 2.500€ représente une somme de 500€ par an ou de 41,7€ par mois, soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence de classe C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande renouvellement de licence de classe C ;

Considérant qu'elle est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;

Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence ;

Considérant par ailleurs, que la commune entend lutter contre la multiplication des jeux de bingo dans les débits de boissons installés sur le territoire de la Commune ;

Considérant que ces jeux ont des effets néfastes, que ce soit sur la santé financière, physique ou morale des joueurs ;

Considérant qu'afin de limiter le risque de dépendance et de restreindre l'assuétude des joueurs de bingos, la commune entend limiter le nombre de jeux de bingos présents dans un débit de boissons ;

Considérant que les débits de boissons sont en effet des lieux facilement accessibles et dont l'environnement est propice à pousser la clientèle à la consommation des jeux qui y sont présents ;

Considérant que, pour ces motifs, la commune entend diminuer le montant de la redevance pour les exploitants de jeux de bingos dont la licence de classe C est limitée à un jeu de bingo ;

Considérant que le bénéfice de cette diminution sera octroyé au demandeur qui fournit la preuve que le formulaire de demande de licence de classe C comporte la mention expresse que l'autorisation sollicitée vise l'exploitation d'un jeu de bingo ;

Considérant que pour ces derniers, le montant de la redevance est fixé à 1.250€ ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Vu l'article 84 de la nouvelle loi communale, lequel prévoit que : « §1^{er} Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration, ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil. §.2 Les conseillers communaux peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil. Ce règlement précise également les conditions de visite des établissements et des services communaux.

La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le prix de revient. » ;

Vu l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale, qui a pour objet de transposer la directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003

concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et qui vise la promotion de l'utilisation des technologies de télécommunication informatique et/ou des technologies électroniques ;

Vu l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 et la loi du 18 juin 2018 sur les matières de changement de prénom qui stipulent que le conseil communal peut, en toute autonomie, décider de soumettre, soit les demandes de changement de prénoms, soit uniquement les autorisations de changer de prénoms accordées à une redevance ; qu'il paraît évident que le montant de la redevance et la perception de celle-ci dès l'introduction de la demande et non a posteriori peuvent avoir un effet direct sur le nombre de demandes introduites et sont de nature à éviter une certaine légèreté dans le chef du demandeur ; que la redevance due par les personnes transgenres ne peut pas excéder plus de 10 % du tarif ordinaire déterminé par la commune ; que les personnes de nationalité étrangère qui ont formulé une demande d'acquisition de la nationalité belge et qui sont dénuées de prénom(s) lors de la demande d'adjonction de prénom(s) sont exemptées de toute redevance afin d'y remédier ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 et 6 décembre 2018 et le dossier administratif ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur les services librement demandés ou sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales à qui sont délivrés, d'office ou à leur demande, les services et/ou pièces, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

§1 POPULATION - ETAT CIVIL

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers

- | | |
|--|------------|
| a) Procédure normale : | |
| Pour la première délivrance ou tout renouvellement | 4,00€ |
| b) Procédure d'urgence : | |
| Pour toute délivrance | 31,00
€ |
| c) Procédure d'extrême urgence : | |
| Pour toute délivrance | 52,40
€ |
| d) Procédure d'extrême urgence avec retrait au SPF Intérieur : | |
| Pour toute délivrance | 39,30
€ |
| e) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise aux points 2) et 3) | 5,00€ |
| f) Complémentaire à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulée de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ième} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée aux points 2) et 3). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de force majeure, il sera perçu au 2 ^{ième} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ième} duplicata, 40€ ; ... Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus. | |

2) Titres de séjour contenant des données biométriques pour étrangers

- | | |
|--|------------|
| a) Procédure normale : | |
| Pour la première délivrance ou tout renouvellement | 0,80€ |
| b) Procédure d'urgence : | |
| Pour toute délivrance | 31,00
€ |
| c) Procédure d'extrême urgence : | |
| Pour toute délivrance | 52,40
€ |

3) Cartes d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (Kids-ID)

- | | |
|---|------------|
| a) Procédure normale : | 1,60€ |
| b) Procédure d'urgence : | |
| Pour une seule carte | 31,00
€ |
| Pour les cartes suivantes demandées au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse | 24,40
€ |
| c) Procédure d'extrême urgence | |
| Pour une seule carte | 52,40
€ |
| Pour les cartes suivantes demandées au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse | 54,40
€ |
| d) Procédure d'extrême urgence avec retrait au SPF Intérieur : | |
| Pour toute délivrance | 39,30
€ |

4) Certificat d'identité pour enfants étrangers de moins de 12 ans

	Pour toute délivrance	2,00€
5) Passeports /titres de voyage		
a) Procédure normale :		
	Passeport /titres de voyage adulte	16,00 €
	Passeport /titres de voyage enfant	16,00 €
b) Procédure d'urgence :		
	Passeport /titres de voyage adulte	35,00 €
	Passeport /titres de voyage enfant	35,00 €
6) Permis de conduire		
a) Procédure normale :		
	Pour le permis de conduire électronique	7,00€
	Pour le permis de conduire provisoire	3,75€
	Duplicata	3,75€
	Pour le permis de conduire international	11,00 €
7) Transcription d'actes étrangers		40,00 €
8) Prise en charge (annexe 3bis - AR 08/10/1981)		20,00 €
9) Prise en charge (annexe 32 - AR 08/10/1981)		20,00 €
10) Certificats, attestations et extrait émanant des registres de l'Etat civil et de la Population, réquisitoire :		8,00€
	Ne sont pas concernés par cette redevance: les copies d'acte, les extraits d'acte et les actes de mariage, de naissance, de décès, de nationalité et du registre supplétoire, les extraits du casier judiciaire, le récépissé de demande de placement ou d'enlèvement de monument funéraire, les certificats de résidence, de résidence avec historique, de composition de ménage, de nationalité, de vie, d'honorabilité, de moralité, de cohabitation légale, de données électorales, l'annexe 18 ainsi que les modèles 2, 2bis et 8.	
11) Légalisation de signature à destination des autorités publiques		8,00€
12) Légalisation de signature sous seing privé, par dérogation à la législation prévoyant que cette démarche doit être réalisée chez un notaire, en cas de prêt de courte durée (maximum 3 mois) d'un véhicule		8,00€
13) Copies conformes, par page :		8,00€
	excepté pour les Communautés Française, Flamande et Germanophone sur base d'une preuve de demande explicite	
14) Constitution d'un dossier :		
	- de nationalité	60,00 €
	- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980 :	
	a. première demande	25,00 €
	b. demandes ultérieures	75,00 €
	- en matière de cohabitation légale	30,00 €
	- d'inscription après radiation d'office	30,00 €
	- de changement de genre	Gratu it
15) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)		
a) Par document ou par prorogation de validité de documents. Sont concernés les annexes 3, 33, 35, 41 et 41bis, l'attestation de réception art25/2 (annexe1), l'attestation de réception art.9bis (annexe3) et l'attestation d'immatriculation		8,00€
b) Toute prolongation de l'attestation d'immatriculation		8,00€
16) Permis de travail		1,00€
17) Correction sur base de document probant :		
	- de nom	30,00 €
	- de prénom	30,00 €
	- de date de naissance	30,00 €
18) Changement de prénom:		150,0 0€
	- première demande	
	a. Excepté pour les citoyens dans le cadre de la demande de nationalité belge et ne possédant pas de prénom à l'origine (circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges première demande si jamais	
		Gratu it
	b. Dans le cadre d'un changement de genre	15,00 €
	- toute demande supplémentaire	490,0 0€
	a. Dans le cadre d'un changement de genre	49,00 €
19) Carnet de mariage :		30,00 €
20) Recherche généalogique, par heure :		35,00 €
§2 URBANISME - TRAVAUX		
1) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :		
a) Renseignements urbanistiques :		
	• Procédure normale :	80,00 €

• Procédure d'urgence :	160,0 0€
b) Attestation de conformité pour un hébergement touristique:	
- pour les hébergement touristiques de trois chambres ou moins	100,0 0€
- pour les hébergement touristiques de quatre chambres ou plus	200,0 0€
c) Les permis et certificats d'urbanisme ayant pour objet :	
- construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe (ex. terrasse)	250,0 0€
- modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti ou non bâti (ex. parking)	250,0 0€
- modifier le nombre de logements dans une construction existante	250,0 0€
- placer des dispositifs de publicité	250,0 0€
- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	125,0 0€
- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis...)	60,00 €
d) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :	
- une déclaration de classe 3 pour l'exploitation d'un chantier	100,0 0€
- une déclaration de classe 3 pour toute autre installation classée	50,00 €
- une nouvelle demande de classe 2	150,0 0€
- une nouvelle demande de classe 1B	250,0 0€
- une nouvelle demande de classe 1A	500,0 0€
- une modification de permis	100,0 0€
- une prolongation de permis	150,0 0€
- un changement de titulaire de permis	50,00 €
e) Les permis d'urbanisme en régularisation d'une infraction constatée entraînant :	
- un procès-verbal d'infraction urbanistique	1.000, 00€
- une mise en demeure	500,0 0€
f) Les permis d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal:	500,0 0€
g) Frais de reproduction de documents (photocopies)	
Noir et blanc - A4 - par feuille	0,15€
Noir et blanc - A3 - par feuille	0,25€
Couleur - A4 - par feuille	1,00€
Couleur - A3 - par feuille	1,50€
h) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien	100,0 0€
i) Demande de renseignements « sol » relatifs aux activités à risque de pollution du sol sur une parcelle	100,0 0€
2) Reproduction ou transmission de documents et plans d'archives de l'urbanisme et de l'environnement Scan des documents et plan sur une clé USB, fournie par l'administration communale et au prix coûtant	6,05€
3) Documents relatifs aux adjudications publiques et aux appels d'offre généraux	
a) Cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission	
- taux fixe	5,00€
- supplément par page ou fraction de page	0,25€
b) Plans, croquis schémas	
- par mètre carré ou fraction de mètre carré délivré	2,50€
4) Documents relatifs aux appels d'offres restreints	
a) Cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission	
- moins de 10 pages	Gratui t
- 10 pages	2,50€
- supplément par page ou fraction de page au-delà de la 10ième	0,25€
b) Plans, croquis schémas	
- moins d'un mètre carré	Gratui t
- par mètre carré ou fraction de mètre carré au-delà du mètre carré	2,50€
5) Plan de la Commune sur papier opaque	
- au 5000ème	7,50€
- au 10000ème	6,20€
6) Placement	
a) de tapis de cérémonie	250,0 0€
b) de plantes ornementales	124,0 0€
§3 ARCHIVES	
1) Reproductions de documents d'archives	
a) Demande de photocopies :	
Noir et blanc - A4 - par feuille	0,15€
Noir et blanc - A3 - par feuille	0,25€
b) Demande de scans :	
Petit format - max A3 - par feuille	0,40€

Grand format - par feuille	5,00€
+ sur DVD	2,50€
c) Droits de reproductions :	
Usage privé ou dans le cadre d'une recherche scientifique (mémoire, thèse, etc.)	Gratuit
Usage public à titre informatif et non commercial	Gratuit
Usage commercial, forfait	25,00€
2) Frais de recherches de documents d'archives	
a) par ¼ heure :	8,50€
b) par heure :	16,00€
- la redevance est plafonnée à une durée de trois heures de recherches	€
§4 SECRETARIAT	
Communication sous forme de copie de tout document administratif au sens de l'article 2,2°, de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les Provinces et les Communes, des articles 3, 2° et 5 de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que de l'article 84 de la nouvelle loi communale, par feuille	0,15€
§5 DIVERS	
1) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :	
- hors abattoir communal schaerbeekois	15,00€
- avec rendez-vous sur le site d'abattage communal schaerbeekois	25,00€
Enregistrement comme abatteur	10,00€
2) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2^{ième} rappel	15,00€
3) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense	25,00€
4) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue	
a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	300,00€
b) de dérogation aux heures d'ouverture d'un débit de boissons	300,00€
c) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique	50,00€
d) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :	
- d'un salon de prostitution	1.500,00€
- d'une « carrée »	250,00€
e) de la délivrance par le Bourgmestre :	
- de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C	250,00€
- de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, <u>lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo</u>	1.250,00€

Article 4

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de tourisme social ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle,

- est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
 9. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
 10. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol ou subissant les contrefaits d'un attentat pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol ou sur la perte ou destruction (dans le cas précité) des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ; sur présentation de l'attestation du bureau d'aide aux victimes ;
 11. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
 12. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
 13. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
 - attestation d'enregistrement (annexe 8 - format papier) ;
 - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis - format papier) ;
 - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
 - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
 - déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
 14. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.
 15. La redevance prévue à l'article 3, § 2, 6° a) n'est pas due à l'occasion d'un mariage d'un membre du personnel
 16. La redevance prévue à l'article 3, § 3, 2° n'est pas due à l'occasion d'une demande de recherche par un étudiant

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes. Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation. Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et remplace la délibération du 20 décembre 2017 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2018.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2018

Voorwerp nr 16 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vanhalewyn Vincent, Köksal Sadik, Schepenen; H. BILGE Mehmet, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, H. De Herde Michel, Schepenen; H. Nimal Frederic, Mevr. Sihame HADDIOUI, Lorenzino Deborah, H. ERALY Thomas, Mevr. DE FIERLANT Lorraine, Schepenen; HH. Guillaume Bernard, Verzin Georges, Grimberghs Denis, Mevr. Cécile CJ. Jodogne, HH. Ozkara Emin, Dönmez Ibrahim, El Arnouki Mohamed, Bouhjar Abobakre, Mevr. Chan Angelina, HH. Bernard Axel, Koyuncu Hasan, Mevr. Trachte Barbara, QUERTON Sophie, Sönmez Döne, H. van den Hove Quentin, Mevr. El Khattabi Fatiha, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu DEGREGZ, Mevr. Claire GERAETS, Leïla LAHSSAINI, Myriam BOXUS, H. Youssef HAMMOUTI, Mevr. Fatima BEN ABOU, Leticia SERE, Decoux Dominique, Lucie PETRE, HH. Abdelhakim EL KARAoui, Emel DOGANCAN KOTAOGLU, Yusuf YILDIZ, Mohammed ABKOUI, Mevr. Naima BELKHATIR, Emel KÖSE, Vanessa LOODTS, Emilie DESMEDT, Nyssens Marie, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Ozkara Emin, El Arnouki Mohamed, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Reglement vaststellend de retributies op de vrij gevraagde diensten en de afgifte van administratieve stukken - Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 8 en 6 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 173, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Herziende het raadsbesluit van 20 december 2017 stemmend het retributiereglement op de vrij gevraagde diensten en de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Overwegende het arrest van de Raad van State van 18 april 2016 vernietigend de bepaling van het reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en

administratieve stukken betreffende de gevraagde retributie van 2.500€, voor de afgifte van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie, het gepast is, ten gevolge van dat arrest, een bedrag in te voeren dat gelijk is aan de geleverde dienst;

Gelet de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en meer bepaald haar artikel 41, dat voorziet dat, "Om een vergunning klasse C te kunnen verkrijgen moet de aanvrager, indien het gaat om een natuurlijk persoon, volledig zijn burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. Indien het gaat om een rechtspersoon, moeten de bestuurders en zaakvoerders volledig hun burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. De aanvrager dient een advies voor te leggen uitgaande van de federale overheidsdienst Financiën dat aantoonst dat hij al zijn vaststaande en onbetwiste belastingschulden heeft voldaan";

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning van klasse C en meer bepaald zijn artikel 1, dat bepaalt dat de vergunningsaanvraag klasse C wordt ingediend middels het formulier toegevoegd aan bijlage I van dit besluit;

Overwegende dat uit punt 5 van de voornoemde bijlage blijkt dat bij de vergunningsaanvraag klasse C het advies dient te worden bijgevoegd van de Burgemeester van de gemeente waar de kansspelinrichting wordt uitgebaut, bepalend dat alle wettelijke voorwaarden zijn vervuld voor wat betreft de uitbating van de betreffende drankgelegenheden;

Overwegende dat dit advies eveneens dient te worden toegevoegd aan iedere aanvraag tot hernieuwing van een vergunning klasse C waarvan de geldigheidsperiode beperkt is tot 5 jaar;

Overwegende dat de Kansspelencommissie een lijst heeft opgesteld met de gemeente en/of steden waarvoor het advies van de Burgemeester verplicht dient te worden toegevoegd aan de vergunningsaanvraag klasse C en dat de gemeente Schaarbeek hier deel van uitmaakt;

Overwegende dat het advies dat dienst te worden uitgebracht in het kader van de hernieuwingsaanvraag van vergunning klasse C voor de kansspelinrichtingen van klasse III onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten wordt uitgebracht als het advies dat moet worden verstrekt voor een eerste aanvraag;

Overwegende dat het advies dat wordt uitgebracht in het kader van een hernieuwingsaanvraag voor een vergunning van klasse C bijgevolg een werk inhoudt dat vergelijkbaar is met het werk dat dient te worden geleverd in het kader van een eerste aanvraag;

Overwegende dat de aflevering van een advies in het kader van de toekenning van een vergunning van klasse C of van een hernieuwingsaanvraag betekent dat de gemeente- en politiediensten met name

volgende elementen bevestigen:

- dat de inrichting zich wel degelijk bevindt op het grondgebied van de gemeente;
- dat de inrichting al dan niet een goede reputatie geniet;
- dat de uitbater geen administratieve sancties, politiemaatregelen of pv's van overtreding kreeg opgelegd;
- dat de inrichting over de vereiste toelatingen beschikt inzake de uitbating van gelegenheden van gegiste en geestrijke dranken;
- dat de inrichting beantwoordt aan alle wettelijke voorwaarden inzake stedenbouw, leefmilieu, hygiëne, veiligheid en geluidsoverlast;
- dat de uitbater in orde is met de betaling van de gemeentebelastingen op drankgelegenheden.

Overwegende dat de Burgemeester tevens een kopie dient voor te leggen van het bewijs van goed zedelijk gedrag van de persoon of personen waarvoor de vergunning van klasse C is bestemd;

Overwegende dat de gemeentelijke administratie tevens optreedt in het kader van het onderzoek en de vaststellingen op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en haar uitvoeringsbesluiten, door ieder nuttig document of aanvullende inlichting mee te delen alsook door de bijstand van de politiediensten te leveren aan de gerechtelijke politieofficiers en hulpofficiers van de Procureur des Konings die hiertoe werden aangeduid door de Kansspelcommissie (artikel 15§1, lid 2, 3 en 5 van de wet van 7 mei 1999);

Overwegende dat de dienst die wordt verstrekt door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij de financiering gedeeltelijk op zich neemt, de invoering verantwoordt van een retributie die hier een compensatie voor is;

Overwegende dat de vrijheid van handel en industrie, bekrachtigd door de artikelen II.3 en II.4 van het Wetboek van Economisch recht, niet onbeperkt is en in ieder geval niet van die aard is dat zij de macht hindert van de gemeente om een belasting in te voeren bestemd om de uitgaven te dekken die een commerciële activiteit met zich meebrengt;

Overwegende dat een retributie van 2.500€, een som vertegenwoordigt van 500€ per jaar of van 41,70€ per maand, hetzij een bescheiden som die niet van dien aard is dat zij de vrijheid van handel van de belastingplichtigen buitenmatig hindert;

Overwegende dat deze retributie verschuldigd is zowel in het kader van een advies dat dient te worden verstrekt voor een vergunningsaanvraag van klasse C als voor een advies dat dient te worden verstrekt in het kader van een hernieuwingsaanvraag van vergunning klasse C;

Overwegende dat deze betaalbaar is vanaf de aanvraag tot advies van de Burgemeester en voor de aflevering ervan;

Overwegende dat deze retributie een periode dekt van 5 jaar overeenkomstig met de geldigheidsperiode van de vergunning;

Overwegende dat de gemeente overigens wenst te strijden tegen de vermenigvuldiging van de bingospelen in de drankgelegenheden gevestigd op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze spelen noodlottige gevolgen hebben op de financiële, lichamelijke of mentale gezondheid van de spelers;

Overwegende dat de gemeente teneinde het risico op afhankelijkheid te beperken en de verslaving van de bingospelers aan banden te leggen, het aantal bingospelen aanwezig in een drankgelegenheid wil beperken;

Overwegende dat drankgelegenheden immers gemakkelijk toegankelijke plaatsen zijn, waarvan de omgeving gunstig is om het cliënteel aan te zetten tot de consumptie van de spelen die er aanwezig zijn;

Overwegende dat de gemeente om deze redenen het bedrag van de retributie wil verminderen voor de uitbaters van bingospelen waarvan de vergunning klasse C beperkt is tot één bingospel;

Overwegende dat het voordeel van deze vermindering zal worden toegekend aan de aanvrager die het bewijs bezorgt dat het aanvraagformulier voor de vergunning van klasse C de uitdrukkelijke vermelding bevat dat de gevraagde toelating betrekking heeft op de uitbating van één bingospel;

Overwegende dat voor deze laatste het bedrag van de retributie wordt vastgesteld op 1.250€; Overwegende de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Gelet artikel 84 van de nieuwe gemeentewet, die bepaalt dat: "§1 Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur mag aan het onderzoek van de raadsleden worden onttrokken.

§2 De gemeenteraadsleden kunnen een afschrift verkrijgen van de akten en stukken betreffende het bestuur van de gemeente onder de voorwaarden bepaald door in het door de raad opgestelde reglement van orde. Het reglement bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de gemeenschappelijke instellingen en diensten toegankelijk zijn.

De vergoeding die eventueel wordt gevraagd voor het afschrift, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.";

Gelet de Ordonnantie van 18 maart 2004 inzake toegang tot milieu-informatie en tot informatie

betreffende de ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welke tot doel heeft de omzetting van richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en beoogt het gebruik van onder meer computertelecommunicatie en/of elektronische technologie te bevorderen;
 Gelet de Ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen;
 Gelet de omzendbrief van 11 juli 2018 en de wet van 18 juni 2018 inzake verandering van voornamen welke bepaalt dat de gemeenteraad in alle autonomie kan beslissen om hetzij de toegekende verzoeken tot voornaamsverandering, hetzij enkel de vergunningen tot verandering van voornamen te onderwerpen aan een retributie; dat het evident lijkt dat het bedrag van de retributie en de inning ervan bij het indienen van het verzoek en niet a posteriori, een directe invloed kunnen hebben op het aantal ingediende verzoeken en van aard zijn een zekere lichtzinnigheid in hoofde van de verzoeker te vermijden; dat de retributie verschuldigd door transgenders niet meer dan 10 % van het door de gemeente vastgestelde gewone tarief mag overschrijden; dat personen van vreemde nationaliteit die een verzoek tot verkrijging van de Belgische nationaliteit hebben ingediend en geen voorna(a)m(en) hebben bij het verzoek tot voornaamstoevoeging, zijn vrijgesteld van enige retributie om dat te verhelpen;
 Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 en 6 december 2018 en het administratief dossier;
 Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de dienstverstrekingen, of de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, de diensten en/of stukken worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

§1 BEVOLKING - BURGERLIJKE STAND

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen

a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	4,00€
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	31,00 €
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	52,40 €
d) Zeer dringende procedure met afhaling bij FOD Binnenlandse Zaken	
voor iedere uitreiking	39,30 €
e) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in de rubrieken 2) en 3)	5,00€
f) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in de rubrieken 2) en 3). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.	

2) Verblijfsvergunningen voor vreemdelingen met biometrische identificatiemiddelen

a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	0,80€
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	31,00 €
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	52,40 €

3) Identiteitsbewijs voor Belgische kinderen van minder dan 12 jaar (Kids-ID)

a) Normale procedure	1,60€
b) Spoedprocedure	
voor één kaart	31,00 €
voor de volgende kaarten gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres	24,40 €
c) Zeer dringende procedure	
voor één kaart	52,40 €
voor de volgende kaarten gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres	54,40 €
d) Zeer dringende procedure met afhaling bij FOD Binnenlandse Zaken	
voor iedere uitreiking	39,30

	€
4) Identiteitsbewijs voor buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar	
voor iedere uitreiking	2,00€
5) Reispassen / reisdocumenten:	
a) Normale procedure	
Reispas / reisdocumenten volwassenen	16,00
Reispas / reisdocumenten kinderen	16,00
b) Spoedprocedure	
Reispas / reisdocumenten volwassenen	35,00
reispas / reisdocumenten kinderen	35,00
6) Rijbewijzen :	
a) Normale procedure	
Voor het elektronische rijbewijs	7,00€
Voor het voorlopige rijbewijs	3,75€
Duplicaat	3,75€
Voor het internationaal rijbewijs	11,00
	€
7) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten	40,00
	€
8) Attest van tenlastneming (annexe 3bis - KB 08/10/1981)	20,00
	€
9) Attest van tenlastneming (annexe 32 - KB 08/10/1981)	20,00
	€
10) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of Bevolking, aanklacht:	8,00€
Zijn niet onderworpen aan deze retributie: kopieën van akten, uittreksels van akten en akten van huwelijk, geboorte, overlijden, nationaliteit en van bijgevoegd register, het strafregister, het bewijs van aanvraag of verwijdering van een grafzerk, attesten van woonst, woonst met historiek, gezinsamenstelling, nationaliteit, leven, betrouwbaarheid, zedelijkheid, wettelijke samenwoning, kiesgegevens, bijlage 18 en de modellen 2, 2bis en 8.	
11) Wettiging van handtekening bedoeld voor de overheden	8,00€
12) Wettiging van handtekening van private overeenkomst, in afwijking van de wetgeving die bepaalt dat dit moet gebeuren door een notaris, in het geval van uitlening van een voertuig voor korte termijn (maximaal 3 maanden)	8,00€
13) Voor eensluidend verklaren, per pagina :	8,00€
Uitgezonderd voor de Franstalige-, Vlaamse- en Duitstalige Gemeenschappen op basis van een bewijs van expliciete vraag	
14) Samenstelling van een dossier betreffende:	
- de nationaliteit	60,00
- de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980:	€
a. eerste aanvraag	25,00
b. volgende aanvragen	75,00
- de wettelijke samenwoning	30,00
- de inschrijving na ambtshalve schrapping	30,00
- de aanpassing van de geslachtsregistratie	grati
	s
15) De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)	
a) Per document of per verlenging van de geldigheidsduur van documenten. Zijn bedoeld de bijlagen 3, 33, 35, 41 et 41bis, ontvangstbewijs art25/2 (bijlage 1), ontvangstbewijs art.9bis (bijlage 3) en inschrijvingsbewijs	8,00€
b) Iedere verlenging van het inschrijvingsbewijs	8,00€
16) Arbeidsvergunning:	1,00€
17) Verbetering op basis van een gestaafd document:	
- van naam	30,00
- van voornaam	30,00
- van geboortedatum	30,00
	€
18) Wijziging van voornaam:	
- eerste aanvraag	150,00
a. Uitgezonderde personen van vreemde nationaliteit die een verzoek tot verkrijging van de Belgische nationaliteit hebben ingediend en geen voornaam hebben (Omzendbrief van 11 juli 2018 betreffende de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en s bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing)	grati
b. In het kader van een geslachtswijziging	15,00
- iedere bijkomende wijziging	490,00
a. In het kader van een geslachtswijziging	49,00
	€
19) Huwelijksboekje:	30,00
	€
20) Genealogische inlichtingen, per opzoekingsuur:	35,00
	€
§2 STEDENBOUW - WERKEN	
1) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende:	
a) de stedenbouwkundige inlichtingen :	

• Normale procedure:	80,00
• Spoedprocedure:	€ 160,00
b) het gelijkvormigheidattest voor toeristische logies	
- voor toeristische logies van drie kamers of minder	100,00
- voor toeristische logies van vier kamers of meer	0€
c) de stedenbouwkundige vergunningen en attesten met als voorwerp:	200,00
- bouwen, heropbouwen, verbouwen en/of plaatsing van een vaste inrichting (bvb terras)	0€
- wijziging van bestemming of gebruik van het ganse of gedeelte van het bebouwd of onbebouwd goed (bvb parking)	250,00
- wijziging van aantal wooneenheden in een bestaand gebouw	0€
- plaatsen van reclameborden	250,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	0€
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen...)	125,00
d) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp:	60,00
- een aangifte van klasse 3 voor het uitbaten van een werf	€
- een aangifte van klasse 3 voor elke andere ingedeelde inrichting	100,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 2	0€
- een nieuwe aanvraag van klasse 1B	50,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1A	€
- een verandering van vergunning	150,00
- een verlenging van vergunning	0€
- een wijziging van vergunninghouder	150,00
e) de stedenbouwkundige vergunningen ter regularisatie van een vastgestelde inbreuk, voortkomend uit:	0€
- een proces-verbaal van stedenbouwkundige inbreuk	500,00
- een ingebrekestelling	0€
f) de milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij proces-verbaal:	500,00
g) Reproductiekosten van documenten (fotokopies)	0€
zwart en wit - A4 - per blad	0,15€
zwart en wit - A3 - per blad	0,25€
kleur - A4 - per blad	1,00€
kleur - A3 - per blad	1,50€
h) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw:	100,00
i) inlichtingenaanvraag « bodem » betreffend een risicoactiviteit voor bodemverontreiniging op een perceel:	0€
2) Reproductie of overmaken van documenten en gearchiveerde plannen van stedenbouw en van leefmilieu: Scan van documenten en plan op een USB-stick, afgeleverd door het gemeentebestuur aan kostprijs	6,05€
3) Documenten aangaande openbare en beperkte aanbestedingen en algemene offertes	
a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,	
- vast bedrag	5,00€
- supplement per bladzijde of deel van bladzijde	0,25€
b) plannen, schetsen, schema's	
- per vierkante meter of deel van vierkante meter afgeleverd plan	2,50€
4) Documenten aangaande beperkte offertes:	
a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,,	
- minder dan 10 bladzijden	Gratis
- 10 bladzijden	2,50€
- supplement per bladzijde of deel van bladzijde boven de 10de	0,25€
b) plannen, Schetsen, schema's	
- minder dan één vierkante meter	Gratis
- per meter of deel van vierkante meter boven de vierkante meter	2,50€
5) Plan van de Gemeente op ondoorschijnend papier:	
- op 1/5000ste	7,50€
- op 1/10.000ste	6,20€
6) Plaatsen van	
a) ceremonietapijten	250,00
b) sierplanten	0€
	124,00
	0€
§3 ARCHIEVEN	
1) Reproductie van archiefdocumenten	
a) aanvraag van fotokopieën:	
zwart en wit - A4 - per blad	0,15€
zwart en wit - A3 - per blad	0,25€
b) aanvraag van gescande documenten:	
Klein formaat - max A3 - per blad	0,40€

Groot formaat – per blad	5,00€
+ op DVD	2,50€
c) Reproductierechten:	
Privaat gebruikt of in het kader van een wetenschappelijk onderzoek (memorie, thesis, enz.)	Gratis
Openbaar gebruik ter informatieve titel en niet commercieel	Gratis
Commercieel gebruik, forfait	25,00 €
2) Opzoekingen van archiefdocumenten	
a) per ¼ uur :	8,50€
b) per uur :	16,00 €
- de retributie is begrensd tot drie uren opzoekingen	
§4 SECRETARIAAT	
Mededeling in de vorm van een kopie van een bestuursdocument volgens artikel 2, 2°, van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, de artikelen 3, 2° en 5 van de ordonnantie van 18 maart 2004 inzake toegang tot milieu-informatie en tot informatie betreffende de ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 84 van de nieuwe gemeentewet, per blad:	0,15€
§5 DIVERS	
1) Opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest:	
- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek	15,00 €
- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek	25,00 €
Inschrijving als slachter	10,00 €
2) Verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2de herinnering	15,00 €
3) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen	25,00 €
4) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op	
a) de opening, de heropening, de overname enz. van dranksluiterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	300,0 0€
b) een afwijking van de openingsuren van drankgelegenheden	300,0 0€
c) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg	50,00 €
d) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van:	
- een prostitutie salon	1.500, 00€
- een « peeskamer »	250,0 0€
e) de aflevering door de burgemeester:	
- van een advies, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C	2 500,0 0€
- van een advies, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C, <u>wanneer de licentieaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingo spel</u>	1 250,0 0€

Artikel 4

De retributie aangerekend overeenkomstig onderhavig reglement dient vooraf, tegen ontvangstbewijs, betaald te worden in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;
3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een verblijfscentra voor sociaal toerisme;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;

8. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
9. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
10. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal of de gevolgen ondergaat van een aanslag voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal of verlies of vernietiging (in het bovenstaande geval) van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal; op voordracht van een bewijs van slachtofferhulp;
11. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
12. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
13. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;
- verklaring van inschrijving (bijlage 8 - papier versie)
 - document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis - papier versie)
 - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 - KB 08/10/1981)
 - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter - KB 08/10/1981)
 - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
14. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.
15. De bij artikel 3, §2, 6° a) bedoelde retributie is niet verschuldigd ter gelegenheid van het huwelijk van een personeelslid
16. De bij artikel 3, §3, 2° bedoelde retributie is niet verschuldigd ter gelegenheid van een vraag tot opzoeking door een student

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank. De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op 1 januari 2019 en vervangt het raadsbesluit van 20 december 2017 hernomen in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2018.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter